



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

États membres

Question au Gouvernement n° 2971

Texte de la question

STABILITÉ DE LA ZONE EURO

**M. le président.** La parole est à M. Hervé Pellois, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

**M. Hervé Pellois.** Monsieur le ministre des finances et des comptes publics, une fois de plus, l'Union européenne a rendez-vous avec son destin. Nous devons faire aboutir le processus de négociation avec les Grecs, car de l'accord sur la dernière tranche du plan de sauvetage dépend le sort de tous les Européens.

Si nous n'arrivions pas à nous entendre, tous nos efforts, mais surtout ceux que le peuple grec consent depuis des années, auraient été vains. Face à l'urgence de ce défi, l'Europe doit faire preuve de la détermination et de la solidarité qui ont forgé son identité depuis le début.

Monsieur le ministre, le dialogue est ardu, à la mesure de la situation, mais il est constructif et nous ne laisserons personne dire qu'il fait l'objet d'un ultimatum, voire d'un diktat. Les revendications du peuple grec sont légitimes, tout comme les propositions de la Commission européenne sont fondées.

**M. Bernard Accoyer.** Les Grecs ont triché, il faut qu'ils paient !

**M. Hervé Pellois.** La France, elle, réaffirme une position claire et juste, en refusant l'asphyxie d'Athènes, qui irait totalement à l'encontre de l'intérêt collectif des Européens. L'Europe va d'ores et déjà de l'avant : fin de l'euro cher, plan Juncker d'investissement, rachat de dettes par la Banque centrale européenne. En tant que pays fondateur, la France a joué un rôle décisif dans ces avancées.

Mais ces avancées ne sauraient se poursuivre sans une responsabilisation commune et un respect des règles du jeu que nous, Européens, nous sommes collectivement fixées.

**M. Jean-Luc Laurent.** Il faut en changer !

**M. Hervé Pellois.** De cela dépend notre crédibilité ainsi que notre capacité d'action par rapport au reste du monde.

**M. Jean-Luc Laurent.** Il faut changer la construction européenne !

**M. Hervé Pellois.** Monsieur le ministre, ma question est simple : quelles seront les prochaines étapes de ce dialogue pour aboutir à un accord profitable à tous ?

**M. le président.** La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

**M. Michel Sapin**, *ministre des finances et des comptes publics*. Monsieur le député, merci de cette question sur un sujet éminemment actuel, puisque le dialogue est en cours, avec les difficultés que vous avez soulignées, et qui est d'une importance majeure pour nous tous.

Il est absolument nécessaire de conclure, et d'abord pour la Grèce. Depuis trop longtemps, le peuple grec vit dans la difficulté, avec des salaires qui baissent, des allocations de toute nature qui diminuent, une croissance en berne. Depuis plus de cinq ans, la Grèce a perdu plus de 25 % de sa richesse nationale.

**M. André Chassaigne**. C'est vrai !

**M. Michel Sapin**, *ministre*. Il faut conclure, car c'est aussi dans l'intérêt de l'Europe et du projet européen. Le projet européen n'est pas de se rétrécir, d'exclure des pays. Le projet européen est de s'affirmer, de s'étendre et d'accueillir encore d'autres pays au cœur de la démocratie et du développement économique. Nous en avons besoin car nous avons besoin de cette croissance. Le peuple grec a besoin de cette croissance, l'Europe a besoin de cette croissance, la France a besoin de cette croissance. Et rien ne doit venir gêner d'une manière ou d'une autre le retour à la croissance.

Le dialogue est donc en cours, il est difficile. Il ne peut y avoir ni diktat, ni ultimatum, ni chantage, ni d'un côté ni de l'autre. Sinon, ce serait la négation du dialogue. Les partenaires de la Grèce ne peuvent pas lui dicter les mesures qu'elle a à prendre, car il y va de la souveraineté du peuple grec : il appartient au Parlement grec, au gouvernement actuel de proposer les mesures nécessaires.

Mais le gouvernement grec doit aussi prendre ses responsabilités, car la Grèce ne peut pas continuer de vivre à crédit en attendant uniquement le versement de telle ou telle aide par le reste de l'Europe. C'est le cœur de la responsabilité qui est aujourd'hui entre les mains de ceux qui négocient. La France, en tant que pilier de la construction européenne, mais aussi en tant qu'amie historique du peuple grec, jouera son rôle jusqu'au bout : le dialogue, le dialogue, parce qu'il faut conclure ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

**M. André Chassaigne**. Bien !

## Données clés

**Auteur** : [M. Hervé Pellois](#)

**Circonscription** : Morbihan (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 2971

**Rubrique** : Union européenne

**Ministère interrogé** : Finances et comptes publics

**Ministère attributaire** : Finances et comptes publics

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [10 juin 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 juin 2015](#)